

**ARRÊTÉ** portant **AVIS** sur les modifications des conditions de fonctionnement de la crèche familiale **LES LUCIOLES à NEVERS**

N° D 2022 - 1274

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;

**VU** le Code de la Santé Publique, et notamment les articles L2111-1, L2324-1 à L2324-4 et R2324-16 à R2324-48 ;

**VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment les articles L214-2-1 et L214-7 modifié par l'ordonnance n° 2021-611 du 19 mai 2021 relative aux établissements et services d'accueil des enfants de moins de six ans ; ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° D90-590 du 6 mars 1990 autorisant l'ouverture d'une crèche familiale Barboulotte à Nevers, quartier du Banlay, d'une capacité de 40 places;

**VU** le courrier en date du 19 juillet 2012 du Président du Conseil Général donnant un avis favorable à la fusion des deux crèches familiales Barboulotte et Saute-mouton en un seul établissement Les Lucioles;

**VU** le courrier adressé, le 16 juillet 2020, par Monsieur le Maire de Nevers, informant Monsieur le Président du Conseil département du transfert de gestion de la petite enfance du CCAS à la ville de Nevers, à compter du 1<sup>er</sup> Août 2020;

**VU** le courrier en date de madame l'Adjointe au maire, Déléguée à l'Enfance, à la jeunesse et à l'Éducation, informant le déplacement de la crèche familiale « les Lucioles » à l'espace Magda Gerber et de l'extension à 37 places à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022 ;

**EN l'impossibilité** contrainte pour le conseil départemental de faire prononcer un avis favorable par le Médecin Départemental responsable du service PMI-Santé Publique, du fait de la vacance du poste et suite à la visite du 28 juin 2022 par l'Unité Prévention Précoce ;


**CONSIDÉRANT** qu'un réajustement est nécessaire afin d'améliorer le fonctionnement du service et de répondre aux besoins des familles ;

**SUR** la proposition de Madame la Directrice de la Parentalité et de l'Enfance du conseil départemental de la Nièvre ;

**EMET UN AVIS FAVORABLE** aux conditions de fonctionnement suivantes :

<b>ARTICLE 1 :</b>	<b>Cet avis et arrêté annule et remplace l'arrêté N°D 2020-583 du 18 septembre 2020.</b>
--------------------	--

<b>ARTICLE 2</b>	<p>La crèche familiale <b>Les Lucioles</b>, 14 rue du 8 mai 1945 à Nevers, gérée par la ville de Nevers est déplacée à la Maison de la Petite Enfance et des Parentalités, 2 bis, boulevard Jacques Duclos, 58 000 Nevers à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2022.</p> <p>Elle est ouverte du :</p> <p style="text-align: center;"><b>Lundi au vendredi de 7h00 à 19h00</b></p>
<b>ARTICLE 3 :</b>	<p>Compte-tenu des volumes, surfaces et aménagements des locaux, la capacité d'accueil maximale est fixée à <b>37 places en lien avec le nombre d'agrément des assistantes maternelle de la crèche.</b></p>
<b>ARTICLE 4:</b>	<p>Les conditions de fonctionnement de la structure crèche familiale permettent de veiller à la santé, à la sécurité, au bien-être ainsi qu'au développement des enfants accueillis.</p>
<b>ARTICLE 5 :</b>	<p>Le projet d'établissement et le règlement intérieur répondent aux exigences légales.</p>
<b>ARTICLE 6 :</b>	<p>Comme le prévoit l'article R 2324-46 du code de la santé publique, la direction de la structure est assurée par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Madame BRANE Pascale</b>, éducatrice de jeunes enfants diplômée d'État.</li> </ul> <p>En son absence, la continuité de la fonction de direction est assurée par :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Madame PREVOST Marion</b>, éducatrice de jeunes enfants diplômée d'État.</li> </ul>
<b>ARTICLE 7 :</b>	<p>Monsieur le Maire de Nevers ou la Directrice de l'établissement, devront porter à la connaissance du Président du Conseil départemental toutes modifications se rapportant aux articles précédents (locaux, personnels, capacité, services) et pouvant entraîner de ce fait une nouvelle autorisation.</p>
<b>ARTICLE 8:</b>	<p>Monsieur le Directeur Général des Services du Département et Madame la Directrice de la Parentalité et de l'Enfance du Conseil départemental de la Nièvre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée, à Monsieur le Maire de Nevers, et à Madame la Directrice de la Caisse d'Allocations Familiales de la Nièvre.</p>
<b>ARTICLE 9 :</b>	<p>Cet établissement est soumis au contrôle et à la surveillance du Médecin départemental responsable de Protection Maternelle et Infantile du Département de la Nièvre.</p> <p>Tout manquement à l'application de cet arrêté entraînera l'application de</p>

<p><b>ARTICLE 10:</b></p>	<p>l'article L2324-3-1 du Code de la Santé Publique.</p> <p>Le présent arrêté peut faire l'objet, dans les deux mois qui suivent sa notification :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un recours gracieux auprès du Président du Conseil départemental,</li><li>- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon (22, rue Assas 21000 Dijon).</li></ul> <p>Le tribunal peut être saisi via l'application « télé recours citoyens » accessible par le site internet <a href="https://www.telerecours.fr">https://www.telerecours.fr</a></p> <p>Fait à NEVERS, le 5.10.2022</p> <p>Par délégation du Président du Conseil départemental,</p> <p>Madame BONNEAU Florence</p> <p>Directrice de la Parentalité et de l'Enfance</p> 
---------------------------	---

Publié le 12/10/2022  
Fabien BAZIN, Président du  
Conseil départemental de la Nièvre